

## Un Ministre à Villepreux :

- Une vision 'étriquée' de l'Europe
- Un aveu d'impuissance face aux appels de détresse

Dans le cadre de la campagne pour les élections européennes, Villepreux a eu droit le 13 mai, à la visite de L Wauquiez, UMP, Secrétaire d'Etat à l'Emploi. Plusieurs dizaines de personnes ont pu participer à ce meeting, mais l'UMP a du mobiliser de nombreuses communes du département pour avoir une participation 'honorable'. Pourtant, ce meeting était bien une exception dans les Yvelines ! Y en a-t-il eu d'autres ? Où sont les tracts ? Où est l'UMP sur les marchés ? S'il y en a, c'est bien discret, ou réservé aux 'initiés' ?

Est-ce qu'au moins, ce meeting 'isolé' a pu donner envie d'aller voter ? On peut en douter.

### Quelle vision a t-on eu de l'Europe ?

Principal thème abordé : Non à la Turquie ! Il faut bien donner des 'gages' aux électeurs qui pourraient être tentés par le Front National ou par Ph De Villier. Comme d'habitude, l'UMP (ex RPR) fait l'Europe 'à reculons'. Mais, cette fois, les raisons invoquées sont 'curieuses' : l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne serait une menace pour les emplois en France, en particulier dans l'automobile ? Pourtant, il y a déjà une industrie automobile en Turquie, Renault par exemple, y fabrique des Mégane qui sont ensuite vendues en France : en quoi cette industrie serait moins 'menaçante' aujourd'hui ?

Plus tard, L Wauquiez répond à une question sur la concurrence des pays 'Low Cost' (à faibles salaires) : il pense à la Roumanie et la Tchéquie où plusieurs constructeurs ont des usines importantes (Renault, PSA, Volkswagen...). Il commence par rappeler ses réticences à l'élargissement aux pays de l'Est de l'Union Européenne (l'Europe à reculons de l'UMP !), puis, pris de remords, se rappelant peut-être qu'il est en campagne pour une élection Européenne, il se reprend et tente de rassurer son interlocuteur ! Effectivement, depuis leur entrée dans l'Union Européenne, les pays de l'Est ont vu leurs salaires augmenter très rapidement. Un exemple : en Roumanie, les ouvriers de Dacia (groupe Renault) ont obtenu plus de 20% d'augmentation à la suite d'une grève début 2008 et ce n'était pas la première hausse de salaire ! Ces pays sont sur une trajectoire similaire à celles suivies par l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande lors de leur entrée dans l'UE : la crise actuelle a, bien sur, un peu brisé leur élan, mais il ne fait aucun doute que leurs économies repartiront, et droits sociaux suivront. En Turquie, au contraire, l'économie est instable (le marché automobile peut chuter de 50% en un an puis doubler l'année suivante...). Les droits sociaux sont faibles, les salariés ne sont pas syndiqués et les salaires restent faibles.

Alors, de quelle façon la Turquie menace t-elle plus les emplois en France ? En restant hors de l'UE, avec des salaires qui resteront faibles, ou en intégrant l'Europe, avec un processus de convergence économique et sociale ?

L'UMP n'a pas de vision à long terme pour l'Europe. Pourtant, la Chine est déjà devenue en 2009 la 3<sup>e</sup> puissance économique mondiale (devant l'Allemagne !) et devrait devenir la première puissance dans quelques décennies (peut-être une seule ?), et sera suivie par l'Inde : ces 2 pays auront chacun plus d'un milliard d'habitants. Aucun des pays Européens ne pourra rester dans les 5 premières puissances économiques en restant isolé. Même l'Union Européenne aura du mal à rester dans les 5 premières avec moins de 500 M habitants. Alors, si on veut que nos enfants puissent faire entendre leurs voix et influencer les décisions qui impliqueront la planète, les 70 M de turcs ne seront peut-être pas de trop !

L'UMP devrait aussi cesser l'hypocrisie : en France c'est Non à la Turquie, mais à Bruxelles, on continue la procédure d'adhésion, y compris sous la présidence de Sarkozy où 2 nouveaux chapitres ont été ouverts. On voudrait faire croire que c'est seulement pour des accords commerciaux ? Ils existent déjà ces accords. L'enjeu pour la Turquie, c'est bien de participer aux institutions Européennes, d'avoir des députés Européens Turcs, des commissaires Européens Turcs, et même de pouvoir envisager un président Européen Turc. Si la Turquie respecte un jour les critères d'adhésion et que son peuple souhaite toujours l'entrée dans l'UE, on voudrait faire croire qu'on pourrait leur dire : tout ça, c'était juste pour des échanges commerciaux qui existent déjà ? Si on continue à les traiter avec un tel mépris, les Turcs pourraient finir par refuser eux-mêmes cette adhésion et se tourner vers d'autres pays pour une autre union : l'Iran, la Syrie, l'Irak, l'Arabie Saoudite, l'Egypte ? Est-ce vraiment l'intérêt de l'Europe ? Ceux qui refusent une Europe ayant des frontières avec l'Iran, préfèrent-ils des frontières avec une Union Arabe qui risque de se construire avec des motivations anti-occidentales, voire anti-chrétiennes ?

Malgré tout ce qu'on peut lui reprocher, Ségolène Royal a eu le courage d'oser revendiquer les Etats-Unis d'Europe : on ne pourra sans doute pas reproduire à l'identique les Etats-Unis d'Amérique, il faudra sans doute attendre encore longtemps, mais c'est une vraie vision, une véritable ambition pour l'Europe, bien au-delà du

simple regroupement de nations frileuses et jalouses de leurs souverainetés qui suffiraient à l'UMP. Un président Européen qui aurait plus de pouvoir et plus de prestige que le président français : c'est insupportable pour l'UMP !

### **Quelles réponses face à la crise ?**

Lors de ce meeting de Villepreux, il y a eu aussi plusieurs questions qui résonnaient comme autant d'appels de détresse. Certaines personnes de plus de 45 ans exposaient leurs difficultés à retrouver un emploi après un licenciement, d'autres craignaient la fermeture d'usine et des suppressions de postes. Le secrétaire d'Etat à l'Emploi était directement concerné, mais les réponses furent assez 'déconcertantes' ! Pour les salariés âgés, il a conseillé de s'adresser à la Halde (Haute Autorité pour la Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité) ! Si la Halde doit maintenant trouver du travail pour tous les chômeurs de plus de 45 ans, il va falloir augmenter sérieusement son budget. Pour les entreprises menacées de fermeture, il a seulement 'pris note', mais, a bien précisé qu'il ne pouvait rien promettre ! Non seulement il n'a rien fait pour donner un peu d'espoir, mais il a livré des pronostics très sombres : la crise durerait encore 2 ans, avec l'augmentation du chômage, la consommation va chuter, alors qu'elle n'a encore jamais baissé depuis un an ! Ce discours est peut-être 'lucide', mais c'est surtout un aveu d'impuissance et même d'échec : l'UMP et le gouvernement nous avait pourtant dit qu'ils avaient réagi très vite pour faire face à la crise. Il paraît qu'un plan de relance est en place depuis 9 mois maintenant : où sont les résultats ? Les banques ne semblent plus au bord de la faillite, les cours de bourse remontent, mais les destructions d'emploi se maintiennent à un niveau élevé, la production ne repart pas. Les déficits publics atteignent des records (budget de l'état en déficit de 44Md Euros à fin mars 2009, le double de 2008 qui était déjà un record), pourtant, le ministère des finances admet qu'il n'y a dans ce déficit que 1,7Md Euros de dépense pour le plan de relance ! On comprend que les français ne peuvent pas en percevoir les effets. Ceux qui étaient venu à Villepreux le 13 mai pour avoir un peu de réconfort et d'espoir ont du repartir déçus : iront-ils voter le 7 juin ?

Heureusement, le PS a fait d'autres propositions avec les autres partis Socialistes Européens, pour montrer que le chômage n'est pas une fatalité si d'autres choix sont faits en Europe : l'élection du 7 juin peut être l'occasion d'un nouveau départ !